

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 22 mai 2026

**FOCUS - LE PHENOMENE EL NIÑO : UN NOUVEAU CHOC EXTERNE QUI PESE SUR LES
SECTEURS AGRICOLE ET ENERGETIQUE.** 2

Bolivie 3

Les blocus dans le pays ont déjà causé des pertes économiques de plus de 500 M\$. 3

Colombie 3

Au T1 2026, le PIB atteint 2,2 %, hausse principalement portée par les dépenses publiques. 3

Le Ministère de l'agriculture déploie 39 M\$ pour faire face à El Niño. 4

En 2025, le nombre de nouvelles entreprises a baissé tandis que les fermetures d'entreprises se poursuivent. 4

La situation budgétaire présente quelques signes d'amélioration mais demeure sous tension. 4

Équateur 5

Les exportations équatoriennes ont enregistré une faible hausse de 1 % au premier trimestre 2026. 5

Au T1 2026, la taxe minière a rapporté 82 % de moins que le montant attendu par le ministère des Finances. 5

Pérou 6

En mars 2026, l'activité économique a augmenté de 3,2 % 6

Les exportations illégales d'or ont dépassé 11,5 Md\$ en 2025. 6

Venezuela 6

Au T1 2026, l'économie croît de 2,5 % en glissement annuel. 6

Focus - Le phénomène El Niño : un nouveau choc externe qui pèse sur les secteurs agricole et énergétique.

El Niño, phénomène climatique naturel, revient à l'été 2026 et pourrait prendre la forme d'un événement climatique potentiellement extrême en fin d'année. El Niño se caractérise par un réchauffement inhabituel de la température à la surface de l'océan Pacifique qui se produit de manière irrégulière, tous les deux à sept ans. Un phénomène El Niño devrait débuter entre mai et juillet 2026 dans la région andine (probabilité de 82 %) et devrait demeurer jusqu'en février 2027 (probabilité de 96 %). La probabilité d'un phénomène extrême, dit « *súper* El Niño » (avec une température océanique au-dessus de la moyenne de +2°C), est évaluée à 37 % à ce jour : le dernier épisode d'une telle ampleur remonte à 2016.

Le phénomène climatique se traduit par des sécheresses ou bien par des précipitations accrues, selon la position géographique :

- **Pérou et Équateur (mixte)** : un phénomène côtier (y compris dans les Galapagos) dit « El Niño costero », se traduit par une hausse des précipitations qui peut mener à une érosion des sols voire des glissements de terrain. Des sécheresses ont également lieu dans les zones situées sur la cordillère des Andes ;
- **Bolivie (mixte)** : les anomalies climatiques sont variables et créent à la fois des excès et déficits de précipitations sur le bassin amazonien, mais des sécheresses dans la région de l'altiplano (sur la cordillère des Andes) ;
- **Colombie, Venezuela, Guyana et Suriname (sec)** : le phénomène se traduit davantage par un réchauffement des températures et un ralentissement des précipitations, pouvant mener à des épisodes de stress hydrique voire de sécheresse. Le risque d'incendie s'élève dans les mois les plus chauds et secs.

Le phénomène El Niño met particulièrement en péril les activités agricoles qui constituent une part significative de l'économie des pays de la région. Les pays andins sont tous affectés au niveau de la production agricole (y compris de la pêche au Pérou et en Equateur) alors que ce secteur représente en moyenne 9 % du PIB de ces économies. En particulier, alors que l'agriculture a joué un rôle croissant dans les échanges commerciaux des pays de la région, toute baisse de la production aurait un effet sur la croissance. Au Pérou, les exportations agricoles ont atteint un record de 15 Md\$ en 2025 (+17 % en g.a.), portées par les ventes de myrtilles (19 % des exportations agricoles), de raisin (15 %) et d'avocats (10 %). En Colombie, les exportations agricoles, menées par l'essor des ventes de café, ont représenté 27 % des exportations de 2025 (1,2 Md\$; +5 % par rapport à 2024).

En Colombie et en Equateur, la diminution des précipitations et le stress hydrique associé pourraient affecter la production hydroélectrique et fragiliser l'approvisionnement en électricité dans les prochains mois. L'hydroélectricité représente 58 % de la matrice électrique de la région. En Colombie, le ministère de l'Énergie estime, qu'entre décembre 2026 et novembre 2027, la production électrique domestique serait déficitaire de 3,9 TWh par rapport à la demande. Le pays dépendrait alors de manière accrue des importations de gaz et de la relance à court terme de la production thermique, y compris à base de charbon.

Le phénomène accentue les vulnérabilités des économies de la région en ralentissant l'activité et en exerçant une pression additionnelle sur les prix. D'une part, la hausse des prix de l'alimentation mais également de l'énergie devrait exercer une pression sur l'inflation, en sus de la hausse mondiale des prix de l'énergie. Par rapport à un scénario sans choc, l'effet serait de +2,3 pp en Colombie (dans un scénario d'El Niño « fort ») et de +2 pp au Pérou. Au Pérou, cet effet s'ajouterait à celui du choc pétrolier qui a mené à une inflation de 3,8 % en g.a. en mars, son point le plus haut en deux ans et demi – bien que celle-ci reste contenue. En Colombie, la situation serait plus préoccupante alors que l'inflation s'établit déjà à 5,7 % en avril, aussi bien pour des motifs domestiques (hausse du salaire minimum) qu'internationaux (choc pétrolier). D'autre part, l'activité économique serait significativement touchée en Équateur (-3 pp) et au Pérou (-2,7 pp) du fait de l'importance du secteur agricole dans la croissance de ces deux pays. La Colombie serait relativement moins touchée (-0,6 pp) grâce à une ouverture commerciale plus importante, réduisant sa vulnérabilité face aux chocs externes.

Bolivie

Les blocus dans le pays ont déjà causé des pertes économiques de plus de 500 M\$.

Les blocus en cours depuis début mai engendrent un scénario d'incertitude et d'anxiété qui détériore le commerce, les exportations, le tourisme et l'image internationale de la Bolivie et provoquent des pertes de plus de 500 M\$, selon l'IBCE (l'Institut bolivien de commerce extérieur).

Ces barrages maintiennent la capitale administrative quasiment coupée du reste du pays, provoquant des pénuries de carburant, de nourriture et de médicaments. Les manifestants dénoncent la pire crise économique qu'ait connue la Bolivie depuis quatre décennies et continuent de demander des hausses salariales et l'abandon de la privatisation des entreprises publiques (cf. [Brèves semaine 16](#)). Le directeur général de l'IBCE, Gary Rodríguez, a déploré que la situation actuelle affecte les exportateurs, importateurs, transporteurs, tour-opérateurs, courtiers en douane et entreprises de services, secteurs qui enregistrent déjà de fortes pertes économiques en raison de l'interruption des routes et de la paralysie des activités.

La chambre hôtelière de La Paz, organisation représentant les hôtels et logements de la capitale, rapporte déjà des pertes de plus de

2,5 M\$ (18 MBOB) et avertit que les annulations pourraient atteindre 90 % d'ici la fin mai. En plus de l'impact économique, l'exécutif s'est lamenté des conséquences humaines de la crise.

Colombie

Au T1 2026, le PIB atteint 2,2 %, hausse principalement portée par les dépenses publiques.

Selon le DANE (institut statistique), **au T1 2026, le PIB colombien a crû de 2,2 % en glissement annuel, une croissance légèrement supérieure aux prévisions des analystes (2 %). De l'ordre de la moitié de la croissance s'explique par l'augmentation des dépenses publiques (+7,8 %).**

Celle-ci repose sur trois facteurs : (i) l'essor des effectifs de la Registraduría (organe chargé de l'organisation des élections), (ii) la hausse des dépenses de défense liée à l'augmentation des effectifs et à la revalorisation du salaire minimum, (iii) le rebond des dépenses de l'ICBF (organisme chargé de la protection sociale des enfants et des familles) qui résulte de la formalisation du travail des assistantes maternelles. Le DANE (Institut de statistique national) estime que sans ce soutien budgétaire, la croissance économique n'aurait

atteint que 1,3 %. La contribution des dépenses publiques à la performance économique est jugée comme étant préoccupante par certains analystes dans le cadre d'une dégradation des finances publiques. En effet, le déficit budgétaire est estimé à 7 % par les économistes en 2026 et le ministère des Finances a dû placer une dette à des taux historiquement hauts, à près de 14 %, pour financer les dépenses.

En parallèle, l'investissement fixe (FBCF) a chuté de -3 % en g.a. sur le trimestre tandis que certains secteurs continuent à se rétracter comme la construction (-5,4 %), l'agriculture (-1,4 %) et l'exploitation minière (-0,1 %).

Le Ministère de l'agriculture déploie 39 M\$ pour faire face à El Niño.

Face à la menace d'El Niño (cf. focus), le ministère prévoit d'allouer 39 M\$ (100 Md COP) au Fonds d'Accès aux Intrants Agricole – Mitigation, qui facilite l'accès subventionné aux intrants agricoles stratégiques, tout en complétant cette stratégie par 9 M\$ (36 Md COP) visant à promouvoir les intrants biologiques. L'objectif est de renforcer la durabilité des sols et la résilience de la productivité agricole. Au moment où la probabilité que le phénomène El Niño doit vraisemblablement commencer entre mai et juillet a augmenté à 82 %, le gouvernement met en place 10 000 solutions de collecte d'eau et d'irrigation intra-ferme.

Il prévoit également la création d'instruments axés sur l'encouragement des investissements dans les stratégies de résilience hydrique et la protection financière des producteurs.

Selon Nathalia Gutiérrez, présidente d'Acolgén (l'Association colombienne des producteurs d'électricité), **il faudrait avant tout augmenter la production d'énergie thermique pour protéger les réservoirs d'eau.** Cette mesure aura un impact sur les prix de l'électricité, d'autant plus qu'une partie significative du gaz est désormais importée.

En 2025, le nombre de nouvelles entreprises a baissé tandis que les fermetures d'entreprises se poursuivent.

En 2025, la création d'entreprises formelles a reculé de -10 % (soit près de 25 000 de moins qu'en 2024). Par ailleurs, plus de 175 000 entreprises ont cessé leur activité, selon une étude d'Informa Colombia (service d'information financière). La baisse a été particulièrement marquée au dernier trimestre de l'année (-25 %). Les fermetures, pour leur part, ont diminué de -12 % par rapport à 2024, mais restent à des niveaux historiquement hauts. Pour Informa, cette détérioration est directement liée au contexte macroéconomique. La croissance modérée (2,6 %), l'inflation à 5,1 %, l'environnement de crédit restrictif et les coûts de main-d'œuvre créent un climat peu propice à l'investissement. « Ce qui est observé en 2025 n'est pas une reprise, mais une normalisation de la dégradation », indique le rapport. Les secteurs les plus touchés sont le commerce, l'hébergement et la restauration, les industries manufacturières et la construction. Les microentreprises demeurent les plus affectées, mais les fermetures d'entreprises de taille moyenne et grande ont augmenté respectivement de 30 % et de 11 %. Les analystes expriment leur inquiétude du fait du niveau de formalisation généralement plus élevé, une plus grande création d'emplois et une meilleure intégration dans les chaînes de production au sein de ces entreprises.

Le solde positif, de près de 50 000 entreprises nettes créées en 2025, montre que le tissu productif reste toutefois résilient.

La situation budgétaire présente quelques signes d'amélioration mais demeure sous tension.

Les recettes fiscales poursuivent leur dynamique favorable. Entre janvier et mars, les recettes fiscales ont représenté 21,4 Md\$ (81 100 Md COP), en hausse de 12 % par

rapport au T1 de 2025 (6 % en termes réels), grâce à la hausse des recettes liées à l'impôt sur les sociétés (41 % des recettes fiscales totales) et de la TVA (34 %).

Le déficit primaire s'améliore par rapport à 2025 (-0,4 % du PIB entre janvier et mars 2026, contre -0,8 % en 2025), pour se rapprocher de sa moyenne de moyen terme (-0,1 % entre 2014 et 2025). La dette nette s'établit ainsi à 58,8 % du PIB, en baisse de -0,6 pp par rapport à février mais toujours au-dessus de son objectif à 55 %. Cette baisse est avant tout liée à la réduction de la dette externe (remboursement anticipé du *Total Return Swap* - TRS, cf. [Brèves semaine 38 2025](#)). Le gouvernement a annoncé poursuivre cette réduction de la dette : le TRS sera complètement remboursé d'ici le 27 mai, selon le directeur du Crédit public.

Pour autant, les dépenses publiques demeurent à un niveau élevé. Les dépenses publiques représentent 7,5 % du PIB entre janvier et avril 2026, soit +1 pp par rapport à la moyenne sur 2021-2025 (mais -0,2 pp par rapport à 2025). En particulier, les dépenses primaires représentent 6 % du PIB, soit +0,5 pp par rapport à la moyenne postpandémie (mais -0,4 pp par rapport à 2025).

Le coût de financement reste élevé, reflétant la prime de risque du pays. En avril, les obligations de long terme (TES) présentent un taux entre 13 % et 14 %. La différence entre les taux à 1 an et à 10 ans s'établit à -7 pdb, reflétant des taux à court terme très élevés (hausse des taux directeurs, anticipation d'une baisse des taux à moyen/long terme seulement, etc.) pour une moyenne à +230 pdb en 2025 et +261 pdb en moyenne historique, reflétant des taux à long terme plus élevés que les taux de court terme.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,5%	48,9%	1855
Change USD/COP	-0,5%	0,6%	4033
Change EUR/COP	-0,8%	5,0%	4683
Prix du baril (Brent, USD)	2,1%	-12,4%	67,56

Équateur

Les exportations équatoriennes ont enregistré une faible hausse de 1 % au premier trimestre 2026.

Les exportations équatoriennes ont enregistré une faible hausse de 1 % au premier trimestre 2026, atteignant 9,4 Md\$, selon le dernier rapport du commerce extérieur de la Banque centrale. Le secteur de la crevette confirme sa position de premier produit d'exportation du pays, devant le pétrole. Ainsi, les ventes de crevettes ont représenté 2,1 Md\$, soit une progression de 14 % sur un an. Le pétrole arrive en deuxième position avec 2,1 Md\$ exportés. Néanmoins, les exportations pétrolières ont reculé de 7 % en raison de la stagnation de la production nationale. Par ailleurs, la raffinerie d'Esmeraldas, remise temporairement en service début 2026, a absorbé davantage de brut destiné normalement à l'exportation. De son côté, le secteur minier affiche la plus forte croissance du trimestre. Les exportations minières ont bondi de 65 % pour atteindre 1,4 Md\$. Les exportations de bananes ont également progressé, s'établissant à 1,2 Md\$, en hausse de 12 %. En revanche, le cacao subit une forte baisse sur les marchés internationaux. Les exportations de cacao et de produits dérivés ont chuté de 59 % sur un an, s'établissant à 542 M\$ entre janvier et mars 2026. Cette contre-performance est imputable à l'effondrement des prix mondiaux du cacao.

Au T1 2026, la taxe minière a rapporté 82 % de moins que le montant attendu par le ministère des Finances.

La Chambre des mines de l'Équateur a indiqué que la taxe minière a rapporté seulement 40 M\$ depuis son instauration, soit 82 % de moins que les 229 M\$ annuels espérés par le ministère des Finances. Malgré le dynamisme du secteur minier, la taxe de contrôle minier instaurée en 2025 et visant à accroître les

recettes fiscales fait l'objet de critiques croissantes. Alors que les exportations minières ont fortement progressé au premier trimestre 2026, les entreprises du secteur dénoncent une contribution jugée excessive et inefficace. Cette taxe, créée pour financer le contrôle du secteur et lutter contre l'exploitation minière illégale, prévoyait des paiements oscillant entre 3 % et 100 % du salaire minimum par hectare concédé, selon le type et la phase du projet, soit entre 14,5 \$ et 482 \$ par hectare exploité. Le secteur minier estime que cette contribution freine les investissements et pénalise la compétitivité. Plusieurs organisations ont déposé neuf recours en inconstitutionnalité contre cette mesure, dont huit ont déjà été acceptés par la Cour, considérant que cette contribution fonctionne davantage comme un impôt que comme une simple taxe administrative. Le gouvernement, de son côté, veut durcir sa position contre les sociétés qui refusent de la payer par des sanctions pouvant aller jusqu'au retrait des concessions minières en cas de non-paiement.

Pérou

En mars 2026, l'activité économique a augmenté de 3,2 %

L'indicateur mensuel d'activité économique a atteint 3,2 % (en g.a.) en mars 2026, résultat nettement supérieur aux prévisions de Bloomberg (+2,4 %), selon la Banque de crédit du Pérou (BCP). D'une part, les secteurs primaires se sont contractés de -1,7 % (en g.a.), notamment en raison du recul des hydrocarbures (-35 %) et de la pêche (-13 %). La chute des hydrocarbures s'explique par l'explosion d'un gazoduc, qui a freiné la distribution de gaz pendant deux semaines. D'autre part, les secteurs non-primaires ont augmenté de près de +4,6 %, portés majoritairement par le secteur de la construction (+16 %), du commerce (+4,1 %),

en particulier le secteur de l'automobile (+24 %), et des services (+4,1 %). Plus encore, les recettes de TVA ont progressé de 20 % en termes réels, un record en plus de quatre ans. Ainsi, bien que les secteurs primaires puissent reculer cette année, la BCP maintient sa prévision de croissance autour de 3,2 %, avec une demande intérieure supérieure à 4 %.

Les exportations illégales d'or ont dépassé 11,5 Md\$ en 2025.

En dix ans, les exportations illégales d'or ont été multipliées par 6,5 pour dépasser 11,5 Md\$ en 2025, +55 % vs. 2024. Cette progression s'accompagne d'une intensification de l'activité illégale : les plaintes pour exploitation minière illégale ont doublé entre 2021 et 2025, notamment dans les régions de *La Libertad*, *Cajamarca* et *Madre de Dios*. Par ailleurs, les rapports de transactions suspectes liés à cette activité ont atteint 6 Md\$ en 2025, soit plus de quatre fois le niveau enregistré en 2024. Selon l'IPE (un *think tank*), cette dynamique s'explique en partie par la hausse des prix de l'or, qui a dépassé 4 500 \$ l'once en 2025, ainsi que par la capacité limitée de l'Etat à contrôler les économies illégales qui coexistent sur certains territoires, comme à *Pataz* ou à *Tambopata*, où l'exploitation minière illégale est associée au trafic de drogue. Dans ce contexte, l'IPE a évalué les propositions des deux candidats en lice pour le second tour des élections présidentielles sur sept axes de lutte contre l'exploitation minière illégale : le programme de Keiko Fujimori (*Fuerza Popular*) couvre six axes contre deux abordés par le programme de Roberto Sánchez (*Juntos por el Perú*).

Venezuela

Au T1 2026, l'économie croît de 2,5 % en glissement annuel.

La croissance non pétrolière s'établit à 3,1 % en g.a. au T1 alors que l'activité pétrolière

chute de -2,1 % ce trimestre, selon la Banque centrale du Venezuela. Les secteurs les plus dynamiques ont été les secteurs de la finance et de l'assurance (+13,5 %) ainsi que du commerce et de la réparation de véhicules (+8,7 %). Dans le même temps, le secteur de la construction a chuté de -18,3 %.

En 2026, l'économie vénézuélienne devrait enregistrer une croissance de 7,4 % et une

inflation de 272 %, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

L'activité pétrolière devrait croître de 11,5 % pour atteindre une production de 1,2 M de barils par jour (bpj), une hausse de 12 % par rapport à 2025. La croissance non-pétrolière devrait, elle, s'établir à 6,9 %.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)